



## STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Centre-Val de Loire

# Conférence régionale des acteurs

*Face à la crise territoires et acteurs mobilisés*

7, 12 et 14 Janvier 2021

### Éditorial



*Madame, Monsieur,*

*En Centre-Val de Loire, j'ai débuté l'année par deux rendez-vous d'importance, porteurs de sens et synonymes d'espérance :*

*- le lancement de l'opération " Lait du cœur ", une chaîne exceptionnelle de solidarité au profit du réseau des banques alimentaires ;*

*- et la tenue de la 4<sup>e</sup> conférence régionale des acteurs de la stratégie de lutte contre la pauvreté.*

*Face aux incertitudes qui sont devant nous, plus que jamais, il nous faut être prêts et opérationnels à relever les conséquences sociales de la crise tout en inscrivant notre action dans la durée sur les trois piliers fondamentaux de la stratégie : la prévention, l'insertion par l'emploi et la prise en compte renforcée des besoins essentiels du quotidien.*

*Des moyens exceptionnels sont aujourd'hui mobilisés par l'État et par les collectivités. Ils l'ont été aussi durant les périodes de confinement. Mais les moyens ne constituent qu'un des leviers d'intervention. Pour être efficace et encore plus efficiente, la lutte contre la pauvreté gagne à être mieux coordonnée, mieux adaptée aux besoins des territoires et toujours plus innovante.*

*Je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui ont rendu possible l'organisation de cette 4<sup>e</sup> Conférence régionale à distance et sur trois jours.*

“

”  
*Ensuite, je tiens à saluer la dynamique territoriale de la région. Elle est perceptible. Elle est concrète. Elle est encourageante. En témoignent les participants impliqués aux différents travaux, la mobilisation continue des acteurs, dont les services de l'État, autour du Préfet de région Pierre POUËSSEL et du commissaire à la lutte contre la pauvreté Jean-Yves DOUCHEZ. Je veux d'ailleurs souligner l'implication toute importante des deux réseaux de l'État : celui de la cohésion sociale et celui du travail et de l'insertion, qui, même en cours de réorganisation au titre de la réforme d'organisation des services déconcentrés de l'État, sont les chevilles ouvrières des nombreuses mesures portées par la stratégie, de celles étendues plus largement dorénavant au travers du plan " 1 jeune, 1 solution " et de France Relance.*

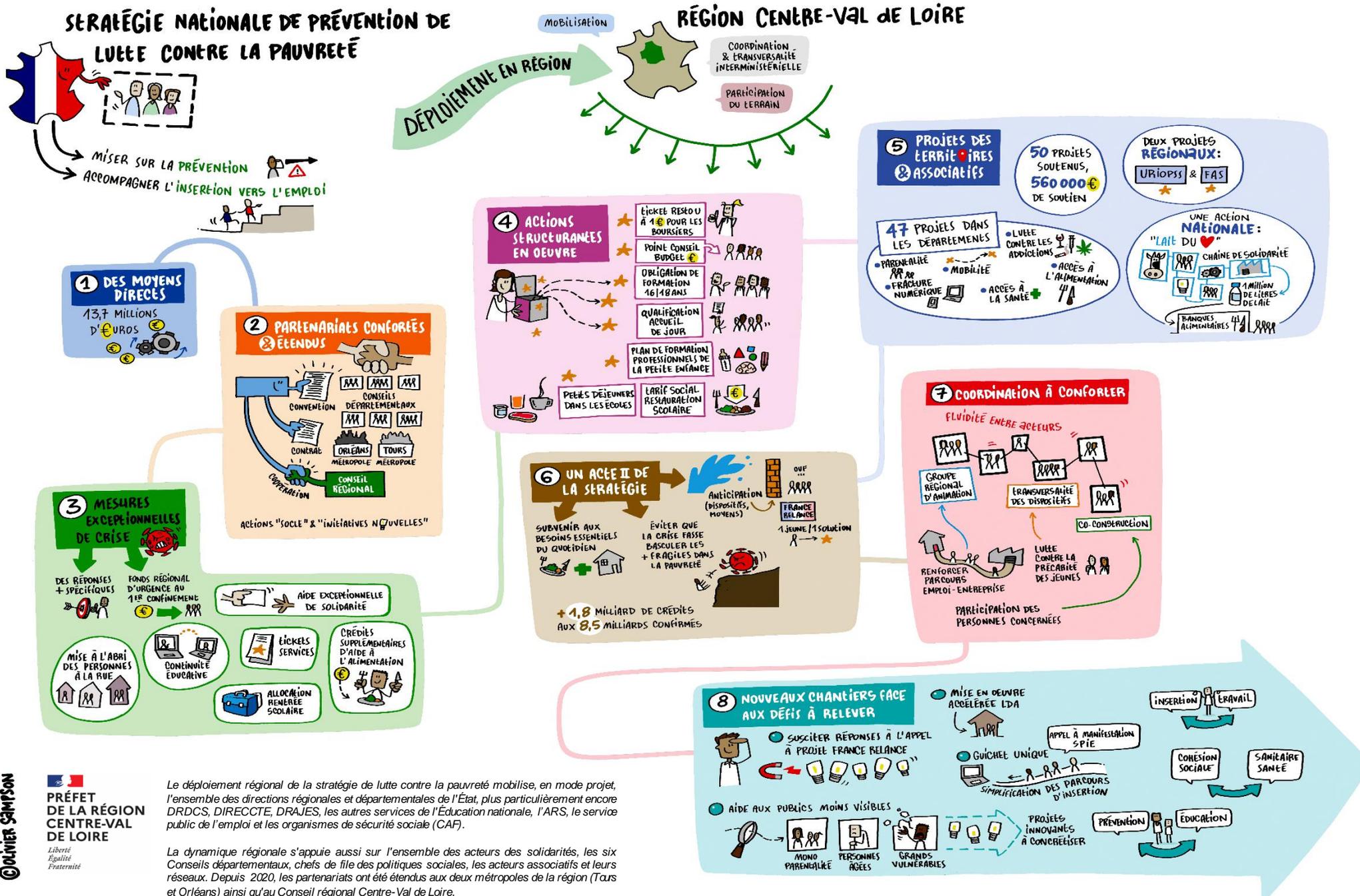
*Enfin, je veux rappeler que face à la lutte contre la pauvreté, c'est dans la convergence des diagnostics, des objectifs et des moyens que nous deviendrons collectivement plus à même de faire face : de l'association locale, au CCAS, en passant par le Conseil départemental, la Région, les communautés de communes ou d'agglomération.*

*Dans les moments difficiles de 2020, nous avons été capables de nous surpasser et de fluidifier nos modes d'intervention pour faire face à " l'exceptionnel ". Essayons de conserver un peu de ce réflexe vertueux pour accompagner nos concitoyens les plus fragiles : nous en deviendrons encore plus forts et plus solidaires.*

**Marine JEANTET**

**Délégue interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté**

# 8 points de repères pour retenir l'essentiel : SOUTENIR, PRÉVENIR, ACCOMPAGNER



# Témoignages

## Sur le terrain, au quotidien : agir, prévenir, espérer

Trois acteurs clefs de la stratégie de lutte contre la pauvreté en région, trois mêmes questions (votre contribution, votre préoccupation, vos espoirs) : les réponses pour illustrer les perspectives d'intervention des acteurs mobilisés.

### **Frédérique DUDOIT**, *Conseillère accompagnement global Pôle emploi Blois gare (41)*

**Notre contribution à la dynamique régionale de la stratégie de lutte contre la pauvreté** : sensible aux situations des plus démunis, j'ai décidé de m'investir professionnellement dans la lutte contre la pauvreté en tant que conseillère Pôle emploi sur l'accompagnement global. En Centre-Val de Loire, nous sommes 46 conseillers dédiés. Notre objectif est de faire bénéficier de cet accompagnement sur mesure au plus grand nombre de demandeurs d'emploi en situation de vulnérabilité.

**Mes préoccupations** : cet accompagnement global implique un suivi professionnel et social, mais pour que le demandeur d'emploi adhère il faut avant tout un travail de pédagogie. Il faut dédramatiser la nécessité d'un accompagnement social. Les demandeurs d'emploi ne sont pas toujours prêts à accepter qu'ils doivent être accompagnés pour lever des freins sociaux (logement, santé, financier, mobilité...) avant d'envisager un retour à l'emploi. Cette démarche est importante pour permettre à la personne de prendre du recul sur sa situation et susciter un déclic. J'ai initialisé un projet avec des travailleurs sociaux de mon territoire que nous mettrons en œuvre dès que les conditions sanitaires le permettront. Il s'agit d'un parcours pour redynamiser les demandeurs d'emploi les plus éloignés de l'emploi en zone rurale. Ces ateliers seront co-construits et co-animés par des conseillers Pôle emploi, des assistants sociaux du Conseil Départemental. Cette coopération des services est nécessaire et indispensable pour suivre l'évolution des demandeurs d'emploi en mutualisant les compétences de chacun.

**Mes espoirs** : les résultats obtenus par ce suivi montrent l'efficacité de ce dispositif : Déjà 45,5% des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de cet accompagnement en 2020 ont repris un emploi, démarré une formation, ou créé leur entreprise, malgré un contexte sanitaire et économique complexe. Le repérage des difficultés de ces demandeurs d'emploi est nécessaire pour pouvoir répondre de manière personnalisée à leurs besoins et éviter qu'ils ne s'installent davantage dans la précarité. « *Les personnes qui n'ont pas travaillé depuis un moment ou encore qui arrivent en fin de droits par exemple, je les reçois rapidement, il faut les raccrocher maintenant avant que leur situation n'empire et qu'ils ne baissent vers la pauvreté.* »

### **Monique FANTIN**, *Responsable Banque alimentaire du Loiret (45)*

**Notre contribution à la dynamique régionale de la stratégie de lutte contre la pauvreté** : fin 2020, face à une pénurie de lait, le réseau régional des banques alimentaires (BA) a bénéficié d'un important don de lait (50 000 litres). Au-delà de cette opération, est née l'idée de soutenir l'ensemble des BA au travers d'un vaste élan de solidarité « Le Lait du Cœur » qui se concrétisera par un don d'un million de litres, en 2021.

**Mes préoccupations** : la responsabilité des acteurs en charge de l'aide alimentaire est de répartir équitablement les denrées en agissant au plus près des besoins. A cet égard, des efforts doivent encore être faits au travers d'une collaboration renforcée pour atteindre les populations peu visibles qui ne font pas toujours valoir leurs droits.

**Mes espoirs** : la crise sociale liée à la pandémie a révélé les besoins criants des étudiants, souvent sous-alimentés. La prise de conscience de la nécessité de créer une épicerie solidaire à Orléans, offrant des denrées de qualité, à faible prix, est unanimement partagée. J'ai bon espoir que ce projet prendra forme le plus vite possible grâce à la mobilisation des acteurs publics, privés, associatifs et à l'addition des compétences de chacun. Ce sera la fierté de toutes et tous pour une société solidaire, fondement du mieux vivre ensemble.

### **Éric PLOUX**, *Directeur de la Mission Locale de Châteauroux (36)*

**La contribution des missions locales**, dont celle de Châteauroux, à la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté a débuté dès le lancement de cette démarche nationale au moment de sa conception et des concertations initiées. Depuis, la mission locale s'emploie à mettre en œuvre l'ensemble des dispositifs permettant d'améliorer l'accompagnement des jeunes. Par ailleurs, avec le réseau local des partenaires – dont les associations caritatives, nous initions des partenariats originaux pour renforcer le repérage des personnes invisibles et contribuer à l'accès aux droits.

**Nos préoccupations** : elles sont nombreuses tant aujourd'hui les objectifs sont importants, notamment dans la mise en œuvre de l'obligation de formation des 16-18 ans, principalement dans le repérage des jeunes hors de tout réseau. La vigilance principale qui doit être la nôtre reste que dans l'équilibre à trouver entre l'afflux d'allocations proposées aux jeunes sans véritables contreparties et l'écriture d'un parcours d'insertion souvent semé d'obstacles et de difficultés.

**Notre espoir** : celui de pouvoir valoriser la réussite de parcours de certains jeunes, autant d'exemples encourageants pour notre public cible et rassurant pour le grand public qui reste attentif à la bonne utilisation des moyens financiers alloués.